

aux membres de la Chambre d'exprimer certaines opinions sur de récents événements survenus sur la scène mondiale, événements d'ordre diplomatique et d'ordre militaire. Les deux sont inséparables, car si les relations diplomatiques s'améliorent, il devrait être possible de réduire nos vastes dépenses aux fins du réarmement.

Comme l'a signalé le ministre, c'est le 5 mai dernier qu'a eu lieu à la Chambre le dernier débat complet sur les affaires extérieures. J'ai alors fait remarquer qu'un changement sensible semblait s'être produit dans la propagande et les tactiques de la Russie au cours de la courte période de neuf ou dix semaines qui avait suivi la mort de Joseph Staline. On reconnaît généralement, partout dans le monde, qu'au cours des quelque onze mois qui se sont écoulés depuis cet événement, des changements renversants se sont produits dans l'Union soviétique. Quoi que nous pensions des motifs dont ils s'inspiraient et quel que soit notre avis à l'égard d'événements comme l'exécution de Béria et de ses associés immédiats, il est clair que la tension s'est relâchée dans le monde depuis la mort de Staline. A peu près partout, l'humanité a poussé un soupir de soulagement et des millions d'humains demandent au ciel que nous puissions nous acheminer, quelle que soit la lenteur de cet acheminement, vers une ère où il sera possible, petit à petit et graduellement, de régler les problèmes qui séparent les puissantes nations du monde, non pas par la force des armes ni par des menaces, mais par des pourparlers bien conduits.

Comme le ministre l'a dit cet après-midi, des changements, de grands changements, se sont produits en Russie quant à la façon dont le nouveau gouvernement envisage les problèmes économiques. Je tiens à dire à mon honorable ami de Prince-Albert (M. Diefenbaker) et aux autres membres de la Chambre qu'un des moyens d'en venir à une entente pacifique et de réaliser la paix par des négociations, c'est de faire tout ce que nous pouvons pour encourager le commerce entre les nations.

Je veux qu'il n'y ait pas de malentendu. Je ne crois pas que nous devions fournir du matériel d'importance stratégique à un agresseur éventuel. J'estime cependant que les visites d'hommes d'affaires britanniques,—dont beaucoup, nous dit-on, se trouvent là-bas en ce moment,—ou d'hommes d'affaires de n'importe quel pays de l'Ouest, ne peuvent que favoriser une meilleure compréhension entre les peuples, de part et d'autre du rideau de fer.

Envisager une guerre, livrée avec les terribles armes dont nous disposons maintenant, c'est, à mon avis, envisager une catastrophe

[M. Coldwell.]

universelle. A cause de la terrible menace qui pèse sur le monde depuis quelques années, les nations, toutes également effrayées par la perspective d'un conflit, peuvent trouver les moyens de résoudre les problèmes et les difficultés qui subsistent en les abordant de façon pratique par voie de négociations. Je crois que les gestes posés dernièrement par les Russes, auxquels correspondent les gestes posés par le président des États-Unis et, certainement, plusieurs déclarations récentes de sir Winston Churchill, premier ministre du Royaume-Uni, ont fait naître le grand espoir que le monde entre présentement dans une période de négociations pacifiques qui se prolongera grandement peut-être, mais qui mènera néanmoins à une compréhension durable entre les pays du monde.

Nous aurions tous tort, alors que de telles négociations suivies d'une entente demeurent possibles, de faire usage de paroles injurieuses ou de menaces qui accroîtraient les difficultés qui entourent ces négociations et l'établissement de cette compréhension. En parlant ainsi, je ne veux pas méconnaître les dangers de l'heure. Ces dangers, dont la plupart des citoyens ont conscience, sont également très visibles pour la plupart des hommes d'État qui ont pour responsabilité d'assurer la sécurité de leur propre pays et de favoriser l'établissement de la paix dans l'univers.

Comme je l'ai dit, depuis dix mois, l'attitude des chefs soviétiques s'est considérablement modifiée. Qu'il s'agisse là ou non de nouvelles tactiques,—les récentes offres peuvent être de même genre,—nous devons être prêts à accueillir favorablement un tel changement d'attitude tout en conservant la forte position que nous nous sommes assurée. En maintenant ainsi une telle puissance, nous ne devons, toutefois, perdre aucune occasion d'en venir à une entente sur les questions qui, si peu importantes qu'elles semblent, peuvent donner lieu à une solution par voie de négociation.

N'oublions pas que jusqu'à tout dernièrement les chefs russes n'ont rien dit qui puisse sembler amical à l'endroit de l'une quelconque des puissances démocratiques.

Parfois leurs allusions ont été insultantes à dessein, ce qui rendait toute collaboration virtuellement impossible. Ceux d'entre nous qui sont allés à l'occasion aux Nations Unies savent que c'est bien vrai. Je dois cependant ajouter immédiatement que des hommes d'État éminents des nations démocratiques, et surtout des États-Unis, ont profité de presque toutes les occasions pour dénoncer, en des termes presque aussi généraux, les dirigeants russes et l'Union soviétique.